

2001

Service correctionnel Canada

# Bonding for Ex-offenders



Canada'

#### What is a bond?

A bond is a method by which employers insure themselves against the dishonesty of their employees through which the company would otherwise suffer a financial loss.

# Types of bonds.

There are four standardized forms of fidelity bonds:

1. Commercial Blanket Bond: The Commercial Blanket Bond covers all employees up to a total policy amount; for example, \$50,000.

Blanket Position Bond: The Blanket Position Bond insures each employee for a specific amount, for

example, \$10,000.

3. Individual Fidelity Bond: An employer takes out a bond on an individual employee to protect the employer from employee dishonesty.

 Scheduled Fidelity Bond: It covers named employees who perform tasks relating to specific positions described in the bonds themselves.

# What companies provide bonding?

Member companies of the Insurance Bureau of Canada.

# Can an ex-offender be bonded?

Yes. Under certain conditions.

#### What are the conditions?

1. Disclosure: The ex-offender agrees to full disclosure of all information pertinent to his/her bonding application.

2. Sponsorship: The Correctional Service of Canada. or another sponsoring agency, writes a letter of support indicating that the individual has made satisfactory adjustment and is likely to succeed in rehabilitation.

3. Reasons for bonding decision not required: It is understood that a bonding company is not required to give reasons for a "rejection" or to provide information which it normally considers it cannot divulae.

Amount of bond: The amount of the bond will not normally exceed \$2,500. At the discretion of the individual underwriters, higher amounts may be

approved.

5. Participation voluntary: Participation in the program

by bonding companies is voluntary.

6. Coordination of the bonding program: As a check on the program, the bonding company will report to the sponsoring agency indicating whether each application for bonding has been accepted or rejected.

# How to apply

The bonding process involves four persons. The applicant, who submits a request to his/her employer, who, in turn, submits it to an insurance agent, in order to have the application reviewed by the bonding company.

It is the normal practice for the employer to apply for bonding through a licensed insurance agent or broker. In the event that employers do not bond all of their employees, it may be more difficult for an ex-

offender to secure bonding.

# Full disclosure with knowledge of applicant.

It is essential that all pertinent information is fully disclosed. If it is not, an insurer may void or cancel a policy for non-disclosure of material facts or for misrepresentation.

# **Application to prospective employer**

To ensure proper consideration, ex-offenders should address their application to the prospective employer.

# If the application is rejected

In the event of a rejection which is thought to be unjustified, full details should be submitted to the Head Office of the Insurance Bureau of Canada, 181 University Avenue, 13th Floor, Toronto, Ontario M5H 3M7, for review by the Surety Committee.

# Co-signer

Sponsorship, or a co-signer to the bond, may assist in making an applicant more acceptable.

# Ex-offenders should be aware of these facts:

- Exclusion is not automatic: They are not necessarily barred from bonding because of a criminal record.
- 2. Legal contract: A bond is not something you carry around like a driver's license, but a legal contract, similar to an insurance policy, applying to a specific set of circumstances.
- Agreement in writing: The applicant will sign a consent-to-release information form allowing the sponsor to discuss your application fully with the insurance agent and/or employer.
- 4. Possibility of rejection: If the sponsoring agency does its job properly there is a very good chance of acceptance. Ex-offenders must realize, however, that they may have their application rejected.

F	For further details contact:	
-		
-		

This booklet is published in collaboration with the Insurance Bureau of Canada and the John Howard Society of Canada. This program is jointly sponsored by federal, provincial and private sector agencies active in the criminal justice system.

Published by the Communications Branch
The Correctional Service of Canada
Under authority of the Solicitor General of Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1984 Catalogue No. JS 82-16/1982 ISBN 0-662-51854-3

#### Le cautionnement des ex-détenus

Le cautionnement des ex-détenus est un contrat par lequel la caution s'engage à payer à l'éventuel employeur toute somme perdue par ce dernier du fait de la malhonnêteté de l'ex-détenu.

Le cautionnement peut être obtenu par l'ex-détenu lui-même.

Dans la pratique, cependant ce sont les employeurs qui se procurent une assurance contre les détournements dont ils peuvent être victimes, sans qu'il ne soit nécessaire d'y faire désigner individuellement chacun des employés. Cette forme d'assurance se présente selon trois modalités:

#### Modalités

- La formule A (Garantie collective par sinistre), où le montant de garantie (50 000\$ par exemple) constitue une limitation par sinistre, quel que soit le nombre d'employés y ayant participé à titre d'auteur ou de complice.
- 2. La formule B (Garantie collective par sinistre et par employé), où le montant de garantie (10 000\$ par exemple) constitue une limitation non seulement par sinistre mais aussi par employé y ayant participé à titre d'auteur ou de complice.
- 3. La formule (Fonction désignée) établie selon les catégories d'employé où la garantie ne s'applique qu'aux personnes exerçant les fonctions désignées au contrat (comptable, encaisseur, coursier, etc.).

# Où peut-on se procurer ces garanties?

Auprès des assureurs membres du Bureau d'assurance du Canada.

L'ex-détenu peut-il faire l'objet de cautionnement ou d'assurance contre les détournements?

Oui, à certaines conditions.

#### Quelles sont ces conditions?

- Divulgation: L'ex-détenu doit autoriser la divulgation de tous renseignements se rapportant à sa demande de cautionnement.
- 2. Références: Le Service correctionnel du Canada ou tout autre organisme, agissant comme répondant, doit rédiger une lettre indiquant que l'individu s'est adapté de façon satisfaisante et qu'il a de bonnes chances de se réadapter.

#### Particularités -

- La caution ou l'assureur en cause n'est nullement tenu de divulguer les motifs de son rejet de la demande ni quelque autre information normalement non divulguée.
- Montant de garantie: le montant de garantie ne doit habituellement pas excéder 2 500\$. La caution ou l'assureur peut, à sa discrétion, accorder des garanties plus élevées.
- 3. Participation volontaire: Les assureurs en cause sont libres de participer au programme.
- 4. Coordination: Les décisions rendues par les assureurs doivent être consignées sur la formule officielle et transmises avec la demande au répondant.

# Comment demander un cautionnement ou une assurance contre le détournement?

Le processus engage quatre personnes: le proposant soumet la proposition à l'employeur, l'employeur la transmet à son agent ou courtier d'assurance, et ce dernier soumet la demande à l'étude d'un assureur.

Normalement, l'employeur présente une proposition par l'intermédiaire d'un agent ou d'un courtier d'assurance autorisé. Dans les cas où l'employeur ne désire pas se faire couvrir contre tous ses employés, l'exdétenu peut avoir plus de difficulté à se faire accepter.

# Divulgation des renseignements

Il importe de divulguer franchement tous les renseignements pertinents, faute de quoi l'assureur est en droit de refuser ou d'annuler sa garantie.

# Acheminement de la proposition

L'ex-détenu doit faire parvenir sa proposition à l'éventuel employeur pour que son cas soit convenablement étudié.

# En cas de rejet

L'ex-détenu rejeté sans motif lui paraissant justifiable peut s'adresser au comité de cautionnement, au siège social du Bureau d'assurance du Canada, 181, avenue University, 13º étage, Toronto (Ontario) M5H 3M7.

# Cosignataire

L'appui d'un répondant ou d'un cosignataire peut faciliter l'acceptation de la proposition.

### Remarques

- Admissibilité: Le casier judiciaire ne constitue pas un empêchement insurmontable quant à l'admissibilité du détenu.
- 2. Nature juridique: Le cautionnement ou l'assurance-détournements n'est pas un document que l'on porte avec soi comme un permis de conduire, mais bien un contrat d'ordre juridique, aux conditions bien particulières.
- Consentement écrit: Le proposant doit signer un formulaire autorisant le répondant à divulguer des renseignements et à discuter ouvertement de sa demande avec l'agent d'assurance et (ou) l'employeur.
- 4. Possibilité de rejet: Pour autant que les interventions des répondants s'avèrent efficaces, le taux d'acceptation au titre du présent programme peut être très encourageant. L'ex-détenu doit cependant comprendre que chaque demande constitue un cas d'espèce et que la sienne peut être rejetée.

	our de p	lus amp r à:	les rens	eigneme	nts,	

Ce dépliant est publié en collaboration avec le Bureau d'assurance du Canada et la Société John-Howard du Canada dans le cadre d'une action conjointe par les organismes fédéraux, provinciaux et privés œuvrant pour la justice pénale.

Publié par la Direction des communications Service correctionnel du Canada Par l'autorisation du Solliciteur général du Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1984 Nº de catalogue JS 82-16/1982 ISBN 0-662-51854-3



# Le cautionnement des ex-détenus



Canad'ä